

Portugal, révolution « oubliée »

un reportage de l'envoyé de "La Croix", Christian Rudel

ON se croirait retourné au temps de Salazar. C'est même peut-être pire ! » Un coup d'œil circulaire sur le petit groupe de compagnons réunis à l'ombre d'un hangar à l'abri du chaud soleil d'automne qui mûrit les citrons et les oranges du verger proche. Pire, oui ! Tous approuvent. Tous, c'est-à-dire l'équipe de responsables, presque au complet, de l'Unité collective de production « 5 de Outubro » de Cano, près d'Estremoz, en Alentejo, au cœur du Portugal.

Pire, pourquoi ? Depuis quelques semaines, le gouvernement Nobre de Costa (qui, le 13 septembre dernier, s'était vu refuser la confiance de l'Assemblée de la République, mais qui continue d'expédier les « affaires courantes »), est en train de faire appliquer la loi Barreto sur la réforme agraire. De faire appliquer par la manière forte, en faisant donner la garde nationale républicaine (la GNR) et ses engins blindés de combat. Les mitrailleuses de ces engins n'ont, certes, pas tiré, mais les « GNR » emploient rudement, pour l'heure, le poing et la matraque. A Sousel, par exemple, voici quelques jours, les travailleurs de l'UCP « Estrela Negra » ont été sérieusement malmenés. Des travailleurs, mais aussi des femmes et des enfants. Des enfants : des choses qu'on ne faisait pas sous le fascisme.

« Estrela Negra » n'est qu'un exemple, parmi des dizaines d'autres. Un exemple de cette violence qui est brusquement apparue en Alentejo et qui a ému le pays tout entier au point que quelques conseillers de la Révolution (le Conseil de

la Révolution est pour l'heure le second organe de souveraineté du Portugal), le célèbre Vasco Lourenço en tête, sont venus enquêter, en particulier à Avis, dans la région d'Estremoz.

La « réserve » : La porte ouverte à beaucoup d'abus

Si les « GNR » doivent employer la force et la brutalité pour faire appliquer la loi, c'est qu'elle est violemment contestée par les membres des coopératives et des unités collectives de production. En s'emparant, après la révolution du 25 avril 1974, des immenses latifundia, souvent incultes, mais plus souvent encore mal exploitées, les dizaines de milliers d'ouvriers agricoles avaient cru mettre un terme définitif au chômage et à la faim qui étaient leur lot depuis la nuit des temps. Tous ces ventre-creux espéraient faire produire à la terre plus que les quelques récoltes de blé et d'olives qui suffisaient à la poignée de latifundiaires pour mener grand train dans les villes. De fait, les coopératives et les UCP qui prirent la place des grandes propriétés réussirent aussitôt la diversification des productions.

Mais les anciens propriétaires, dont beaucoup avaient fui, ne s'estimaient pas battus. Ils agitèrent l'épouvantail communiste. La Confédération de l'agriculture portugaise (la fameuse CAP), reprit les arguments : coopératives et surtout unités collec-

tives et production sont aux mains des communistes qui, emportés par la « vision romantique » d'Alvaro Cunhal, rêvent d'encercler Lisbonne (pour l'affamer au besoin) entre les puissantes mâchoires d'une implacable organisation collectiviste de l'agriculture.

Les communistes portugais, qui avaient trouvé une base sociale presque idéale dans le vaste sous-prolétariat agricole de l'Alentejo, avaient effectivement pris en main la direction de nombreuses coopératives et UCP mais ils ne contrôlaient pas la totalité de ces nouveaux organismes et l'individualisme instinctif des paysans portugais ne leur laissait guère d'espoir de diriger « totalement » la nouvelle agriculture.

Quoi qu'il en soit, les arguments avaient porté et, moralement, les anciens grands propriétaires avaient gagné la première manche. La loi Barreto vint concrétiser leurs espoirs : au nom d'une certaine justice, la loi leur reconnut la propriété d'une « réserve », c'est-à-dire, d'une partie de leurs anciens domaines. La surface de cette réserve est calculée suivant un système de « points » qui expriment aussi bien la qualité des sols que celle des cultures existantes et traditionnelles. Dans la pratique, la surface de la réserve moyenne est de 300 hectares — mais elle peut atteindre, dans des cas exceptionnels, 500 et même 700 hectares.

« Après tout, dit un membre de « 5 de Outubro », cette réserve, on pourrait l'accepter. A condition que l'on s'en tienne à un maximum de 300 hectares et que l'ancien propriétaire exploite lui-même ses terres... »

Je sens que l'on a beaucoup discuté avant d'en arriver à cette conclusion, et qu'au départ tout le monde n'était pas d'accord sur cette proposition.

Des hochements de tête, des coups d'œil, encore...

« Mais très souvent, ce n'est pas le cas. Et puis, il y a plus, poursuit l'homme. Autrefois, les grandes propriétés restaient indivises. Les héritiers s'arrangeaient entre eux, pour ne pas payer d'impôts. Maintenant, ils ont fait le partage. Ce qui fait que, légalement, chacun a droit à sa réserve. Enlevez quatre ou cinq réserves d'un grand domaine exproprié, voyez ce qui reste... »

Le groupe approuve en silence. Un autre prend la parole. « Notre unité, c'est la réunion de cinq, non six propriétés qui n'étaient pas très très grandes. Bon : les divers propriétaires possédaient d'autres fermes dans la région. Mais ça forme un grand ensemble. S'il faut donner les « réserves » à chacun des anciens propriétaires, on va avoir nos terrains découpés, désarticulés, plus difficiles à exploiter... »

« Démolir ce qu'on a fait... »

« Sans compter, ajoute un voisin, qu'il va y avoir du chômage. Les grands propriétaires vont faire comme avant : deux ou trois ouvriers fixes pour des centaines d'hectares. Oui, le chômage va revenir... »

« Ça, ils s'en fichent ! crie un homme jusque-là resté dans l'ombre. Ce qu'ils veulent, c'est d'abord démolir tout ce qu'on a fait, pour pouvoir dire que nous sommes des incapables. Vous savez ce qu'ils font, les propriétaires, quand on leur a rendu la « réserve » ? Eh ! bien, ils s'empressent de vendre les troupeaux qui sont dessus. Des centaines de bêtes, des vaches, des veaux, des brebis, prennent le chemin de l'Espagne, par pleins camions. C'est pas du sabotage, ça ? Le gouvernement n'ignore pas ce trafic, mais il ne fait rien pour l'arrêter !

Ce qu'ils veulent, je le répète, c'est détruire notre appareil de production, détruire ce qu'on a fait. Tiens, on va te montrer un peu ce qu'on a fait ! »

Cultures nouvelles mais débouchés interdits

Commence alors une longue visite. D'abord, le hangar — le premier bâtiment construit par les membres de « 5 de Outubro » — où s'alignent comme à la parade, tracteurs de toutes puissances, moissonneuses - batteuses, semoirs, remorques et autres engins.

Plus loin, ce sera le parc des vaches et, attenant, la grange où s'entassent des tonnes de bottes de foin. Le « vacher » est particulièrement fier de son secteur. « Il y a de tout, ici, des charolais et notre race « dorée » de l'Alentejo. Et des milliers de litres de lait chaque jour. Et regarde, dit-il, en désignant la réserve de foin, c'est pas avec ça qu'elles vont crever de faim cet hiver ! »

Ailleurs, une partie des récoltes est déjà engrangée : pommes de terre, oignons, ail, haricots, pois chiches, potirons... Les semences ont été sélectionnées et attendent les prochaines semences.

« Nous avons voulu diversifier les productions, m'explique un dirigeant. Bien sûr, il y a toujours le blé et l'huile d'olive. Pres de 100 000 litres l'an dernier, mais il y avait des pressoirs qui n'avaient pas fonctionné depuis vingt ans ; alors, imagine un peu le travail de remise en état. Nous avons multiplié par deux ou trois, selon les cas, les troupeaux de moutons, de vaches et de porcs. Nous avons aussi semé du tournesol. Et planté des tomates. Tiens, cette année, nous avons récolté un peu plus de 3 000 tonnes de tomates, pour 120 hectares de culture. Pas mal, hein ? Et puis, tous les légumes et grains que nous produisons maintenant ! Plus qu'il n'en faut pour nous. Nous pouvons vendre. Et à bon marché. Mais voilà, le gouverneur civil nous a interdit de vendre en dessous des prix taxés. Mais on a des accords avec des coopératives ouvrières de consommation de Barreiro (Barreiro, c'est, au sud du Tage, la banlieue industrielle de Lisbonne), et ainsi, on peut faire bénéficier le pays de notre production. C'est ça qu'il faudrait, une véritable union entre les ouvriers et les paysans... »

Cette union, ils ont essayé de la faire à travers le supermarché qu'ils ont construit. Un supermarché dont ils sont très fiers — il est vrai qu'il est spacieux, clair, bien entretenu — où l'on vend moins cher qu'à Estremoz (d'ailleurs, on vient de toute la région pour acheter) et grâce auquel ils peuvent écouler une partie de leur production.

Un abattoir pour rien

Nous passons devant un grand bâtiment dont les ouvertures n'ont reçu aucune huisserie. « Ça, c'est notre abattoir. Encore une longue histoire à raconter. »

L'UCP « 5 de Outubro » avait décidé de tirer parti de ses possibilités d'élevage et de traiter elle-même ses animaux de boucherie. Les travailleurs construisaient donc eux-mêmes un abattoir

moderne avec parc à bestiaux, rails d'abattage, chambre frigorifique, bien sûr eau courante et, comme plusieurs spécialités de la charcuterie portugaise nécessitent séchage et fumage, deux vastes cheminées pour ceux de bois furent ajoutées aux installations habituelles. Lorsque tout fut à peu près terminé, la décision des autorités tomba : interdiction d'utiliser l'abattoir, pour la simple raison (me dit-on), qu'il en existait déjà un dans le village. De fait, il existe, cet abattoir ! Au fond d'une cour minable, sous un toit si bas qu'il faut presque se courber pour entrer ; là, aucun aménagement, simplement de larges pavés de pierre que l'on lave à grands seaux d'eau après chaque sacrifice.

Alors, pourquoi ? se demandent encore les paysans de l'UCP. La réponse, même si personne ne la soufflait, serait venue d'elle-même : parce qu'il faut empêcher toute nouvelle organisation de l'agriculture, étouffer dans l'œuf toute tentative, contrarier les nouvelles productions, laisser la commercialisation des produits aux mains des intermédiaires traditionnels.

Aujourd'hui, après la lente accumulation de multiples tracasseries, après la loi Barreto et l'intervention de la GNR, les anciens ouvriers agricoles de l'Alentejo accusent le ministère de l'Agriculture et des Pêches (MAP) de s'être fait le complice actif de l'impérialisme et l'exécuteur des plans de redressement que le Fonds monétaire international a imposés en échange d'importants crédits.

Les projets du ministère de l'Agriculture

Le MAP, évidemment, ne l'entend pas de cette oreille. Quelques jours plus tôt, à Lisbonne, M. Ferreira do Amaral, secrétaire d'Etat à l'Agriculture (juriste, il est le principal rédacteur de la loi Barreto), m'expliquait qu'en fait, le gouvernement avait opté pour un modèle social fort différent de celui, quasiment soviétique, précisait-il, que les unités collectives de production avaient tenté d'imposer. Et qu'il fallait bien, d'une manière ou d'une autre, briser le monopole communiste sur les unités collectives de production.

« Nous ne sommes pas contre les coopératives, et pas davantage pour la persistance des grands domaines. Vous le savez, les expropriations vont se poursuivre... »

Sans doute, la fameuse loi Barreto prévoit-elle de nouvelles expropriations de grands domaines. Mais il semble bien que cette phase de la réforme agraire soit oubliée — au moins pour l'instant.

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture ne disconvient pas, que, dans l'immédiat, la distribution des « réserves » et donc la dislocation des grands ensembles agricoles allait entraîner la perte de leur travail pour de nombreux paysans. « Mais, ajoutait-il, l'Etat est en mesure d'empêcher la perte définitive de travail. Il y a tant de travaux à faire : pavement des chemins, adduction d'eau, forestation, par exemple. Je puis vous affirmer que dans la zone d'intervention de l'Etat, on peut absorber tout de suite, pour ces travaux, environ 4 000 personnes. »

Manifestement, en Alentejo, on ignore ces plans. « Oui, admet le secrétaire d'Etat, il faudrait pouvoir expliquer nos projets. Mais les moyens de communication sont aux mains des communistes et des socialistes... »

Explication peut-être un peu trop simple. Quoi qu'il en soit, le ministère de l'Agriculture a d'autres projets. Par exemple, le remboursement, au nord du pays, où domine la petite propriété morcelée et où le revenu moyen par mois se situe aux environs de 4 000 escudos (contre environ 6 000 au sud), ou la formation d'un véritable corps de vulgarisateurs agricoles. Qu'on ne l'oublie pas, officiellement, le Portugal veut tout mettre en œuvre, en agriculture, pour combler son déficit alimentaire : ne doit-il pas importer, à l'heure actuelle, plus de la moitié de son alimentation ?

En fait, on peut se demander si l'application intransigente de la loi Barreto (ou, plus exactement, l'attribution des « réserves » aux anciens propriétaires), outre qu'elle satisfait les anciens propriétaires n'a pas pour but de rendre palpable, aux yeux de tous, la force et l'autorité de l'Etat — une force et une autorité qui, selon certains, laissent beaucoup à désirer.

La grande foule des abstentionnistes

« Depuis le 25 avril, j'ai voté chaque fois qu'il y a eu des élections. Trois fois c'est bien ça ? Il fallait voter, pas vrai ? Pour la première fois qu'on pouvait s'exprimer ! Mais maintenant c'est fini, je ne voterai plus

— Pourquoi ?

— Mais à quoi ça sert ?... »

Ce dialogue, à quelques mots près, je l'ai eu trois, dix, vingt fois au cours de ce récent voyage au Portugal, avec les paysans de l'Alentejo, les ménagères et les commerçants de Lisbonne, les ouvriers de Barreiro.

Conversations plus ou moins longues et qui, toutes, se terminaient par ce leit-motiv désabusé : les élections, à quoi ça sert ? Parfois, comme pour ajouter plus de poids à la décision prise, mon interlocuteur ajoutait : « Du temps de Salazar, il n'y avait pas toutes ces élections, tous ces partis et, dites-moi, ça ne marchait pas mieux ? »

Quels ont donc été, depuis le 25 avril 1974, les rapports du peuple portugais avec la démocratie pour en arriver à ces conclusions tristement désabusées, à cette indifférence, à cette passivité qui peuvent à nouveau permettre l'installation d'un pouvoir autoritaire, d'une autre dictature ?

Il faut toujours rappeler que le presque demi-siècle de salazarisme — deux générations ! — avait fait perdre au pays le souvenir de la République et que, de surcroît, le salazarisme insistait beaucoup sur la période de troubles et d'insécurité qui avait marqué une grande partie des premières années de la République. Il faut rappeler aussi que si Lisbonne et Porto accueillirent avec enthousiasme la liberté que leur apportaient les capitaines d'avril, la révolution ne s'achemina que lentement vers les campagnes, surtout celles du Nord et du Nord-Ouest, et qu'elle y fut souvent incomprise, sinon rejetée.

Quoi qu'il en soit, on s'en rend compte maintenant, l'heure des bilans venus, ce que le Portugal attendait de la révolution c'était davantage de justice sociale et une amélioration sensible de son niveau de vie, en baisse constante depuis le début des guerres coloniales. N'était-ce pas précisément pour tenter d'améliorer leurs conditions de vie que plus d'un million de Portugais avaient accepté de devenir les manœuvres des pays industrialisés d'Occident ? Et n'est-ce pas au nom de la justice sociale que les latifundios de l'Alentejo ont été occupés ? Or, cette amélioration n'est pas venue.

Une amélioration qui n'est pas venue

Certes, au lendemain de la révolution, les salaires furent-ils augmentés. Mais rapidement la hausse des prix vint réduire puis anéantir l'augmentation du pouvoir d'achat. Les augmentations successives de salaire n'ont pas réussi, au contraire, à faire progresser le pouvoir d'achat des travailleurs et la

ménagère ne constate, pour s'en affoler, que la hausse constante des prix de l'alimentation quotidienne. Tout comme elle constate la quasi-disparition de cet élément de base des menus portugais, la morue. Oh ! elle n'a pas tout à fait disparu, mais les quelques arrivages, bien souvent en provenance d'Espagne, sont vendus par les commerçants peu scrupuleux deux ou trois fois le prix officiel. Même le poisson ordinaire est parfois rare.

Du temps de Salazar, les prix étaient stables et la morue ne manquait pas, murmure la propagande de droite. Et tout le monde d'approuver, plus ou moins fort.

Le peuple s'attendait à une amélioration générale des conditions de vie, mais aujourd'hui, il doit bien constater que rien n'a été fait, que, par exemple, il y a toujours des bidonvilles aux abords immédiats de Lisbonne et que nombre de villages, qu'ils soient de pêcheurs, de la plaine ou de la montagne, vivent comme au siècle passé.

Parfois — de plus en plus rarement, il faut bien le dire — on rencontre un homme pour évoquer ce temps pas si lointain où le Mouvement des forces armées (MFA), proposait de mettre les troupes du génie et leur important matériel ramené d'Afrique au service de la modernisation du pays : ouverture de larges routes pour « déclenclaver » les zones reculées ou montagneuses, adduction d'eau, électrification, etc. Mais ce ne furent que promesses : autant ne plus en parler !

Certes, on oublie souvent de préciser que l'économie portugaise, dans l'état d'arriération générale et de délabrement où l'avait laissée le salazarisme, ne pouvait soutenir une modernisation rapide du pays. De plus, elle dut faire face à un grave problème, celui du retour massif (plus d'un demi-million) des colons d'Afrique ainsi qu'à celui du chômage rendu plus aigu par le retour à la vie civile des soldats engagés en Afrique. Or, après quelques mois de situation difficile, les « retornados » purent retrouver du travail et même, grâce à des prêts et subventions publics, créer de petites entreprises, aussi bien agricoles, qu'artisanales et commerciales. Quant au chômage, il s'est, en partie, résorbé, au point de ne compter guère plus, selon certains économistes, que les candidats « normaux » à l'émigration, obligés de rester au pays par suite des diverses restrictions que les pays industriels d'Europe ont été obligés de prendre en conséquence de la crise économique. Enfin, certains secteurs sont en net redressement, comme, par exemple, le tourisme ; c'est ainsi que l'Algarve a reçu, depuis le début de l'année, 1 300 000 touristes, une affluence record.

Des « jeux » incompris

Mais, de cela, de ces quelques succès de l'économie, de même que de sa très légère croissance, le peuple n'a cure. Ce qu'il espérait n'est pas arrivé. Et, à la place, il a dû assister au jeu, pour lui souvent incompréhensible, des hommes et des partis politiques.

A dire vrai, si le Parti socialiste — presque inexistant dans le pays au matin du 25 avril 1974, ses futurs cadres vivant en exil — n'avait eu aucune peine à devenir le premier parti portugais et à rassembler jusqu'à 38 % des votants c'était, sans aucun doute, parce qu'il représentait la seule force capable de conduire un changement profond et raisonnable.

Le Portugais de la rue et de la campagne ne comprend plus, maintenant, comment les socialistes en sont venus à accepter l'alliance d'un parti de droite (le CDS, ou Centre démocratique et social), pour guider le pays, selon les termes de la Constitution, sur la voie vers le socialisme. L'ex-ouvrier agricole de l'Alentejo, devenu membre de coopérative ou d'UCP, ne comprend pas qu'un gouvernement à majorité socialiste ait été le premier à porter la main sur ces organismes. L'ouvrier des entreprises où l'Etat était « intervenu » après la nationalisation des banques (1975) ne comprend pas que l'on veuille redonner tous leurs droits aux anciens propriétaires. Il ne comprend pas, et avec lui tous les travailleurs, que dans un pays en route vers le socialisme, on retarde indéfiniment la discussion des conventions collectives.

Un certain sondage

On parlait beaucoup ces derniers temps, à Lisbonne, d'un sondage sur les intentions de vote des Portugais, réalisé à la demande de la présidence de la République ; les résultats n'ont pas été publiés, mais chacun, dans les sphères politiques, les connaissait, ou prétendait les connaître. Quoique les chiffres aient varié d'un interlocuteur à l'autre, voici, semble-t-il, quel pourrait être la nouvelle répartition des forces politiques : Parti social-démocrate, 26 % ; Parti socialiste, 22 % ; Parti communiste, 21 % ; Centre démocratique et social, 12 % ; UDP (Union démocratique populaire), 4 %.

En nette progression donc, le Parti social-démocrate de M. Sa Carneiro (lequel, d'ailleurs, sachant qu'il a le vent en poupe, ne cesse de demander des élections anticipées), le Parti communiste et l'UDP (à la gauche des communistes, et qui ne dispose pour l'heure que d'un député). Et deux perdants, le Parti socialiste (d'ailleurs amputé, depuis plusieurs mois de son aile gauche — M. Lopez Cardoso — et d'une partie de son aile droite — MM. Medeiros Ferreiro et Barreto et, tout récemment, Mario Mesquita) et le CDS de M. Freitas do Amaral. Certains pensent que ce parti (dont les dirigeants se proposaient d'amener aux idées démocratiques une clientèle qui venait directement du salazarisme), n'a plus aucun avenir. Mais, à côté des partis « classiques » vient de surgir un « outsider », le MIRN (Mouvement pour l'indépendance et la reconstruction nationale) du vieux général salazariste Kaulza de Arriaga, qui se propose de regrouper la droite et l'extrême droite et qui pourrait bien récolter 10 % des voix.

La grande inconnue est constituée par les abstentionnistes, dont certains observateurs pensent qu'ils pourraient être le tiers du corps électoral, sans doute même plus.

Quoi qu'il en soit, une redistribution des forces politiques est en cours et déjà, si l'on s'en tient au sondage mentionné plus haut, apparaît une dichotomie de l'électorat portugais, les partis de droite (PSD, CDS et MIRN), équilibrant les partis de gauche.

Cette situation, estiment certains, serait dangereuse, car c'est une impasse. Ni la droite ni la gauche ne sont assez fortes pour imposer leur solution. La gauche est déjà divisée et l'on voit mal, en l'état actuel des choses, une alliance entre socialistes et communistes. Quant à la droite, dont l'objectif avoué est la révision de la Constitution, elle ne peut (encore) obtenir légalement cette révision puisque, selon la loi, il faut une majorité des deux tiers des députés de l'Assemblée de la République. La seule solution pour la droite de sortir de l'impasse et de réaliser son projet est alors le coup d'Etat.

Mais c'est ici qu'intervient une nouvelle considération. Un coup d'Etat militaire, sanglant, et l'installation d'une dictature aurait pour résultat d'interdire au Portugal l'entrée du Marché commun. Aussi on émet l'hypothèse, ici et là, que le coup d'Etat pourrait être camouflé sous les apparences d'une remise en ordre du pays après élimination des communistes et de l'extrême gauche présentées, si nécessaire, par provocation, comme les seuls opposants à une politique d'ordre, de tranquillité et de redressement national.

Mais si l'on retient l'hypothèse d'un coup d'Etat des forces de droite, il faut bien savoir que la droite (et plus spécialement les dirigeants réels de l'économie), n'est pas unanime sur la question de l'entrée dans le Marché commun. Il y a, au sein de la droite, un courant pour estimer que cette entrée en Europe va demander une adaptation, une restructuration économique douloureuse et coûteuse, hors de proportion avec les bénéfices immédiats. On voit très bien cette tendance reprendre les thèmes de l'étroit nationalisme salazariste et au nom de cette idéologie, demander et imposer le repliement du Portugal sur lui-même. De fait, le « murmure » nationaliste devient de plus en plus perceptible dans le Portugal de cette fin 1978.

En d'autres termes, il se pourrait bien que la relative stabilité soit due aux décisions de la droite, qui n'a pas encore choisi la manière définitive de sa rentrée en scène.

Questions sans vraies réponses

Une des grandes questions qui se pose, donc, est de savoir quelle tendance l'emportera au sein de la droite : celle qui vient directement du salazarisme et qui veut ouvertement le rétablissement de ses objectifs et de ses idéaux ou la droite « ouverte », un moment représentée par les dirigeants du CDS ?

L'autre question est de savoir quelle attitude adoptera le président de la République, le général Eanes. Il est, tour à tour, apparu comme un militaire timide, soucieux de laisser leur place aux civils, puis, comme un défenseur consciencieux

(suite p. 32)

(suite de la p. 25)

de la Constitution ; enfin, comme un homme désireux de jouer un rôle propre et bien défini, au besoin en « interprétant » la Constitution. De fait, Antonio Ramalho Eanes, même s'il s'affirme de plus en plus « présidentialiste », même s'il rejoint le peuple portugais dans sa condamnation des partis politiques actuels et accuse ainsi une tendance

« populiste », reste en partie une énigme.

Enfin, la dernière question à poser est celle concernant l'attitude de l'armée. A quelle droite donnerait-elle éventuellement son appui ? Une chose est certaine, l'armée des capitaines d'avril n'existe plus et le Conseil de la révolution — cette institution chargée, entre autres, de maintenir l'esprit du 25 avril

1974 — n'a pratiquement plus aucun pouvoir.

Même si aucune réponse ne peut encore être avancée avec certitude, il semble bien qu'apparaisse en filigrane la voie qui pourrait être celle du Portugal des prochaines années, peut-être même des prochains mois.

in: La Croix, 45-46/11/1978